Secrétariat général

Département
Affaires juridiques
et commande publique

Pôle Affaires juridiques
et marchés

Réf. : DAJCOP/526/26

https://marches-publics.gouv.fr

Personne à contacter :

Florent Minvielle
marches@cnaf.fr

A Paris

Objet : AOO 14/26 « Prestations de conseil, d'expertise, de développement et de formation spécifique sur le logiciel libre CATALA »

Réponses aux demandes de renseignements complémentaires

Madame, Monsieur,

À la suite de questions posées par des candidats dans le cadre de l'appel d'offres référencé en objet, je vous communique ci-joint les réponses qui sont apportées.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Directeur des achats et des affaires juridiques de la Cnaf

Stéphane CASSAT

Stephane Cassat

Signature numérique de Stephane Cassat
Date : 2026.11.13 15:52:03 +01'00'

Question 1 :

Le RC (II.6) et le CCAP (article 6) mentionnent une exécution dans les « locaux du titulaire ou […] du pouvoir adjudicateur situés en France Métropolitaine ». Pouvez-vous confirmer que les unités d'œuvre ne nécessitant pas de présence sur site peuvent être exécutées depuis les locaux du titulaire situés dans un autre État membre de l'Union européenne (Bulgarie) ?

Réponse 1 :
Nous vous confirmons que les unités d'œuvre ne nécessitant pas de présence sur site peuvent être exécutées depuis les locaux du titulaire situés dans un autre État membre de l'Union européenne, dans le cas présent, la Bulgarie.

Question 1 :

Dans l'outil d'estimation financière (OEF), la ligne 54 « Assistance à la coordination opérationnelle du projet, études et gestion de réunions » ne comporte ni code, ni charge, ni quantité, et n'a pas de ligne correspondante dans le cadre de réponse financier (CRF). Pouvez-vous confirmer qu'il s'agit d'un intitulé à laisser vide, le pilotage étant inclus dans chaque unité d'œuvre (CCTP 5.1) ?

Réponse 2 :
Nous vous confirmons qu'il s'agit bien d'un intitulé à laisser vide, le pilotage étant effectivement inclus dans chaque unité d'œuvre.